



A une majorité écrasante, le Danemark exclut les colonies des accords avec Israël

2 février 2018

Le Danemark renforce les directives gouvernementales contre les investissements dans des projets au-delà de la Ligne Verte, en adoptant ainsi une résolution de l'ONU définissant les colonies en Cisjordanie comme une violation du droit international.

Le Parlement danois s'est prononcé cette semaine pour l'exclusion des colonies juives en Cisjordanie des accords bilatéraux avec Israël. De plus, il a été décidé que les directives gouvernementales, contre les investissements effectués par des entités des deux secteurs public et privé, dans des projets au-delà de la Ligne Verte, seraient renforcées.

La résolution a été adoptée par une majorité de 81 voix contre 22, tous les partis représentés au parlement danois ayant voté pour, à l'exception du Parti du Peuple Danois, parti d'extrême-droite. Par cette initiative on a vu le Danemark adopter la résolution 2334 de l'ONU, où les colonies sont définies comme une violation du droit internationale et où une distinction est faite entre Israël en deçà de la Ligne Verte, et les colonies israéliennes dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Jérusalem-Est. La même position est maintenue par l'Union Européenne dans tous les accords multilatéraux avec Israël.

En outre, la résolution exprime un soutien à la « liste noire » des sociétés israéliennes ayant une activité dans les territoires (occupés) en train d'être élaborée par le Haut Commissaire aux Droits de l'Homme de l'ONU.

La décision a été suscitée en novembre dernier par une requête formelle au Ministère danois des Affaires étrangères, après qu'un certain nombre de fonds de pension danois ont été forcés de retirer leurs investissements en Israël à la suite d'un tollé général et d'un rapport en janvier dernier du centre de recherche indépendant Danwatch, qui portait sur les liens entre les sociétés danoises et les colonies israéliennes.

Sampension, le troisième plus important fonds de pension du Danemark aux actifs de 43,5 milliards de \$, a annoncé en conséquence le retrait de ses investissements des sociétés israéliennes ayant des activités dans les territoires.

Selon les rapports à ce moment-là, les sociétés israéliennes concernées par le désinvestissement comprenaient deux des principales banques d'Israël, la Banque Hapoalim et la Banque Leumi, et le géant israélien des télécommunications, Bezeq.

Sampension avait déjà interdit les investissements dans des dizaines d'autres sociétés israéliennes, dont beaucoup dans les industries militaires telle que Elbit.

Selon le Ministère des Affaires étrangères, Israël et le Danemark sont liés actuellement par 13 accords bilatéraux directs dans les domaines de l'aviation, de la culture, de l'enseignement, du droit, de l'industrie, des impôts et des visas.

La toute dernière résolution s'appliquera aux accords futurs entre les deux pays, en ce qui concerne leur application dans les territoires, que ce soit pour des institutions ou des personnes privées. Les accords existants pourraient être mis en application en attendant des mises à jour.

Le mois dernier, le Ministre danois des Affaires étrangères, Anders Samuelson, a annoncé que son pays durcirait les conditions de l'aide aux ONG palestiniennes, réduirait le nombre des ONG aidées et renforcerait les mesures de contrôle.

La déclaration a suivi les pressions israéliennes pour mettre fin au financement danois d'organisations et d'associations palestiniennes prétendument impliquées dans les incitations à la violence, de même que celles impliquées dans le Mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions. En mai, le Premier Ministre Benjamin Netanyahu a transmis au ministre des affaires étrangères une liste des organisations palestiniennes et israéliennes recevant un financement du Danemark et dont Israël affirme qu'elles sont impliquées dans les actions de BDS.

Quelques mois après avoir reçu la liste, Samuelson a annoncé que son ministère avait décidé de geler le reliquat de l'aide pour 2017 et de définir des critères plus stricts pour l'avenir. Toutefois, il a été souligné que le Danemark continuerait de soutenir les organisations mettant l'accent sur les droits de l'homme en Palestine, en qualifiant cela de « priorité élevée ». Il a été souligné aussi que le Danemark soutient la solution à deux états et le rôle des organisations israéliennes et palestiniennes de la société citoyenne en en faisant la promotion.

Le Ministre de la Sécurité Publique, Gilad Erdan, a qualifié à l'époque l'initiative de démarche juste et l'a décrite comme louable et nécessaire. « Les pays européens financent des organisations palestiniennes ayant des liens avec le terrorisme, qui encouragent un boycott à l'encontre d'Israël. J'appelle des pays européens supplémentaires à mettre en oeuvre de semblables démarches », a ajouté Erdan.

Cependant, il se peut que les festivités aient eu lieu trop tôt. Les mois derniers, la déclaration de Samuelson selon laquelle il a l'intention de chercher à réduire les financements s'est heurtée à une vive opposition nationale. Le parlement et la presse du Danemark l'ont attaquée et un débat sur ce sujet est attendu pour la fin du mois.

Lire aussi : [Lire l'article en anglais sur Haaretz](#)

- **Emplacement :** [Vous êtes ici : Accueil > Agir > Campagnes > Made in illegality - Stop aux relations économiques de la France avec les colonies israéliennes >](#)
- **Adresse de cet article :**
<http://www.plateforme-palestine.org/A-une-majorite-ecrasante-le-Danemark-exclut-les-colonies-des-accords-avec>